

Actualités

Le Conseil fédéral sort le bâton pour pousser le français à l'école

Cohésion nationale Le gouvernement va élaborer deux variantes. «Le débat va être émotionnel», prévient la présidente de la Commission de l'éducation du National.

Arthur Grosjean

Correspondant au Palais fédéral

Assez rigolé avec les langues nationales. Le Conseil fédéral n'est plus disposé à regarder passer les trains alors que des cantons allemands, dont Zurich, veulent renoncer à enseigner le français dès l'école primaire. Il a décidé vendredi de sortir le bâton en mettant sur les rails un projet de loi obligeant les cantons à continuer d'enseigner une deuxième langue nationale au niveau primaire.

Ce n'est pas une surprise dans la mesure où la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider avait déjà haussé le ton dans nos colonnes. «La décision de Zurich est un affront pour la Suisse romande, avait-elle déclaré. Pourquoi Zurich veut-elle supprimer l'enseignement du français à l'école primaire? Les Romands ne le comprennent pas. Car en Suisse romande, la tendance est inverse.»

Incompréhension

Cette incompréhension romande est partagée par le Conseil fédéral. «Le plurilinguisme est une caractéristique essentielle de la Suisse. La Constitution fédérale l'exprime clairement en confiant un mandat étendu de politique linguistique à la Confédération et aux cantons, qui doivent veiller ensemble à la sauvegarde et à la promotion des langues nationales, ainsi qu'au renforcement de la compréhension entre les communautés linguistiques.»



Le gouvernement s'oppose de front à Zurich, qui veut laisser tomber la langue de Molière au primaire. Tages-Anzeiger/Urs Jaudas

Et le Conseil fédéral ne se contente pas de jolies paroles. Il veut passer aux actes en modifiant la loi. Et pour cela, il a chargé le Département fédéral de l'intérieur d'élaborer deux variantes:

Variante 1: C'est la formule du statu quo. Les cantons respectent la solution HarmoS et ont la possibilité d'enseigner deux langues étrangères dès l'école primaire, à savoir une langue nationale et l'anglais.

Variante 2: Si les cantons ne veulent pas du statu quo HarmoS, alors ils doivent donner la priorité à l'enseignement d'une deuxième langue nationale de l'école primaire à la fin du secondaire. Ce qui favorise l'enseignement du français.

La variante 2, c'est bien sûr, celle du bâton. Le Conseil fédé-

ral affirme qu'il ne la mettra pas en pratique si les cantons maintiennent la stratégie d'harmonisation décidée en 2004. Il rappelle aussi que cette harmonisation de l'instruction publique n'est pas une lubie mais une exigence de la Constitution fédérale. Elle permet de «garantir la qualité et la perméabilité de l'espace suisse de formation».

«Intérêts évidents»

Simone de Montmollin, la présidente de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national, se réjouit de cette décision. «Il est légitime que le Conseil fédéral montre la voie et fasse respecter les intérêts nationaux évidents. Les cantons disposent de prérogatives, mais certains ont pris

trop de libertés par rapport à ce qui avait été décidé par le passé.»

Craint-elle qu'une situation à la belge, avec des régions très antagonistes, puisse survenir en Suisse? «Rien n'est impossible quand on voit ce qui se passe au niveau international. Regardez les USA. Qui aurait cru pareils changements possibles? Je n'exclus donc pas la tentation de certaines régions suisses de faire comme bon leur semble au niveau des langues. Cela pose une question de cohésion nationale. Je suis très vigilante sur ce point.»

Enseignement à revoir

Simone de Montmollin ne doute pas que la majorité du parlement fédéral suive le Conseil fédéral sur le projet de loi concernant l'enseignement des langues nationales. «Le débat sera émotionnel mais nécessaire. Il ne se déroulera pas selon les lignes partisanes.» Elle voit des compromis possibles sur la question des méthodes d'enseignement. «Il est clair qu'il y a certainement des choses à revoir sur l'enseignement.»

Sur ce point justement, la conseillère nationale et vice-présidente des Vert'libéraux suisses Céline Weber va déposer un postulat la semaine prochaine pour demander au Conseil fédéral un rapport sur les méthodes et les moyens d'enseignement. Elle se demande notamment si les exigences actuelles en matière d'enseignement des langues sont réalistes.

Une aide allemande promise aux Palestiniens bloquée

Berlin Une aide de 30 millions d'euros de Berlin, promise à l'Autorité palestinienne par la Social-Démocrate Reem Alabali Radovan lors d'un voyage en Israël et dans les territoires palestiniens en août, a été bloquée par des députés conservateurs, a indiqué vendredi l'un des leurs, au motif qu'il «fallait éclaircir à quoi servirait cet argent» avant de le verser. «L'aide humanitaire est importante, mais il doit être clair à quels projets concrets les fonds sont destinés, et ce avant qu'ils ne soient approuvés», a déclaré Alexander Hoffmann, un député CSU. (AFP)

Une nouvelle loi pour encadrer le marché du gaz

Suisse Le réseau gazier constitue à la fois un monopole naturel et une infrastructure critique, note le gouvernement. Or aucune loi spéciale pour le marché du gaz n'existe en Suisse. Il s'agit d'accroître la sécurité de l'approvisionnement et d'établir des règles claires sur l'accès au marché pour les consommateurs. Ceux-ci doivent tous avoir accès au marché, c'est-à-dire qu'ils doivent disposer du libre choix du fournisseur. Le projet prévoit aussi l'obligation de stocker du gaz pour l'hiver et de faciliter le commerce et les relations avec les pays voisins. (ATS)

Un déficit public record au Royaume-Uni

Budget Le déficit public du Royaume-Uni sur les cinq derniers mois a atteint un niveau record depuis 2020, selon des chiffres officiels publiés vendredi, accentuant la pression sur le gouvernement, déjà fragilisé par des taux d'emprunts élevés, à deux mois de son nouveau budget. Le niveau des emprunts entre le mois d'avril (début de l'année budgétaire au Royaume-Uni) et le mois d'août a atteint 83,8 milliards de livres (89,8 milliards de francs), soit 16,2 milliards de livres de plus que sur la même période en 2024. (AFP)

Le chiffre

2,4

C'est la somme en milliards de francs que doit économiser la Confédération en 2027. Et ce sera 3 milliards en 2028 et 2029, selon le projet que le Conseil fédéral a transmis vendredi au parlement. Le Conseil des États s'y penchera lors de la session d'hiver et le National au printemps. Depuis plusieurs années, les dépenses augmentent plus vite que les recettes. Elles atteindront 98 milliards de francs en 2029. Malgré les économies réalisées dans les budgets 2024 et 2025, des déficits structurels de plus de 2 milliards de francs devraient apparaître en 2027. (ATS)

«Plus de 1800 intoxications sont évitées chaque année»

Cueillette Jean-Michel Froidevaux, président de l'Association suisse des organes officiels de contrôle des champignons, s'inquiète du risque de disparition de ce service.

C'est la saison des bolets d'automne. Une saison qui démarre en trombe, tant les forêts romandes regorgent de cèpes de Bordeaux ces derniers jours. Le climat humide et frais a fait son œuvre. Gare toutefois aux intoxications. Pour mémoire, la Suisse a enregistré près de 760 intoxications aux champignons en 2024, contre moins de 600 en 2022. Le point avec Jean-Michel Froidevaux, président de l'Association suisse des organes officiels de contrôle des champignons (Vapko), qui redoute que cette activité soit abandonnée par les pouvoirs publics.

Vous craignez que les bureaux de contrôle des champignons ne disparaissent. Pourquoi?

Plus les années avancent, moins il y a d'offices de contrôle. Car les autorités communales et cantonales voient de moins en moins la nécessité de faire vérifier les champignons. Ce service a par exemple disparu dans le canton de Schwytz, mais aussi à Morges et Renens (VD). Il y avait 70 offices de contrôles en l'an 2000 en Suisse romande, contre 52 seulement aujourd'hui. C'est pour cela que la Vapko lance une pé-

tition pour «sauver le contrôle des champignons».

Que demande cette pétition?

Nous demandons notamment le rétablissement obligatoire des offices de contrôle des champignons dans tous les cantons de Suisse, seule manière de garantir la présence de spécialistes formés pour contrôler les récoltes, qui soient facilement accessibles.

Les demandes de contrôles augmentent-elles?

Oui, il y a une forte hausse. Les chiffres sont clairs en la matière. En Suisse romande, environ 5000 contrôles ont été réalisés en l'an 2000, contre plus de 6000 l'année dernière. J'observe par ailleurs que les gens retournent de plus en plus en forêt depuis le coronavirus.

Combien de contrôles les offices effectuent-ils?

Au niveau Suisse, nos spécialistes effectuent environ 30'000 contrôles par an, ce qui représente 30 tonnes de champignons passés au crible. Sur ce total, un peu plus de 30% ne sont pas comestibles, 6% sont toxiques et 0,2% carrément

mortels. Cela fait donc plus de 1800 intoxications qui sont évitées chaque année. Il faut savoir que les champignons toxiques peuvent vous envoyer une semaine à l'hôpital.

Mais les applications permettant d'identifier les champignons ne remplacent-elles pas ces contrôles?

Non, il y a un risque sanitaire lorsque les offices de contrôle disparaissent. Les gens peuvent aller en forêt et s'appuyer sur une application pour reconnaître les champignons, mais ça ne suffit pas. Une famille française a d'ailleurs été décimée après avoir confondu des amanites phalloïdes avec des russules, en se basant sur leur téléphone. De nombreuses variétés se ressemblent et il faut un œil professionnel pour les distinguer. Cela passe aussi par l'odeur, la saveur, le toucher, car un contrôleur utilise tous ses sens pour déterminer si un champignon est toxique.

En parallèle, les pouvoirs publics veulent fermer le 145, Tox Info Suisse, le service médical d'urgence, par mesure d'économie.

C'est une catastrophe. Nous travaillons avec eux. Dans le cas des champignons, nous pouvons déterminer quelle est la cause de l'intoxication. Mais c'est le 145 qui connaît la procédure adéquate à adopter et qui la donne au médecin. Car la toxicité et les molécules impliquées diffèrent d'une variété à l'autre.

C'est la saison des bolets. Quels problèmes ceux-ci peuvent-ils représenter?

Il faut être prudent avec la quantité de champignons que l'on mange. Et cela est aussi vrai pour les cèpes de Bordeaux, prisés des gastronomes. On recommande de ne pas en manger plus de 100 grammes dans un repas, et ce pas plus d'une fois par semaine. Sinon on risque d'avoir des troubles digestifs, nausées, vomissements ou encore diarrhées. Et on conseille vivement de les cuire au minimum vingt minutes afin d'éliminer tout risque. Le problème est que les gens cuisent souvent mal les bolets, ainsi que les autres espèces comestibles, et tombent malades.

Nicolas Pinguely

Argent Les marchés boursier

Indices boursiers

INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	16812.63▲	+0.37%	Euro Stoxx 50	5458.42▲	+0.03%
SMI	12109.67▲	+0.50%	Stoxx 50	4596.94▲	+0.06%
FuW Swiss 50 Index	2520.21▼	-0.23%	Stoxx US 500	516.72▲	+0.21%
Xetra DAX	23639.41▼	-0.15%	SIX US Tech. 100	25418.07▲	+0.58%
CAC 40	7853.59▼	-0.01%	Nikkei	45045.81▼	-0.57%
Amsterdam (AEX)	929.94▼	-0.36%	Hongkong (Hang S.)	26545.10▶	0.00%

*VAR = Variation par rapport à la veille Les données américaines datent d'hier à 18h30

SMI (Swiss Market Index)

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	56.06	+0.4	+16.7	Partners Grp N	1076.50	-2.4	-12.0
Alcon	61.28	+0.1	-25.7	Richemont N	149.05	-0.8	+30.1
Amrize N	40.91	-0.8	—	Roche BJ	265.10	+1.4	-1.5
Geberit N	584.80	0.0	+6.6	Sika N	180.—	-1.4	-33.1
Givaudan N	3315.—	-0.2	-26.4	Sonova N	234.90	-1.7	-19.6
Holcim N	69.06	+0.7	-17.0	Swiss Life N	827.20	+0.7	+17.5
Kühne + Nagel N	154.10	-9.1	-33.5	Swiss Re N	139.55	-0.1	+20.0
Logitech	88.16	+0.3	+20.1	Swisscom N	578.50	+0.5	+5.7
Lonza Group N	543.20	-0.1	+2.3	UBS N	33.53	+2.1	+31.7
Nestlé N	72.42	+0.8	-11.7	Zurich Ins. N	562.40	+0.4	+10.6
Novartis N	97.77	+1.1	-1.3				

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes

TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	0.07	-4.1	-11.0	Groupe Minoteries	228.—	0.0	+1.8
Aevis	14.—	+2.9	0.0	Kudelski	1.42	+1.8	+4.8
APG SGA	212.—	-1.9	+9.0	Leclanché	0.20	-2.0	+12.0
BCV	92.40	+1.1	+6.1	Lem	500.—	-2.2	-62.6
BCGE	238.—	+0.4	-6.7	Romande Energie	41.90	-0.9	-13.3
BVZ	1050.—	0.0	+16.0	Swissquote	536.—	-0.6	+76.8
Cicor	188.—	+0.3	+27.4	Temenos	65.10	-0.8	+12.0
Co. Fin. Tradition	275.—	0.0	+77.4	Vaudoise Assur.	606.—	-2.1	+29.5
Comet	201.60	0.0	-35.6	Vetropack	23.20	-1.5	-27.3

*VAR = Variation par rapport à la veille ** VAR = Variation sur un an

Métaux précieux

	ACHAT CHF/KG	VENTE CHF/KG	ACHAT USD/OZ	VENTE USD/OZ
Or	93252.46	93607.09	3647.56	3648.19
Ag	1056.27	1148.08	42.06	42.09
Vreneli	—	538.—	—	564.—

Pétrole

	CLÔTURE	PRÉC.
Mazout 100 l. à 15° (prix indicatif)	102.5	101.6
Essence Litre (s/p 95)	1.77	1.79
Brent Brut en USD par baril	67.43	67.44

Monnaies (Billets)

	ACHAT	VENTE
Euro	0.9075	0.9625
Dollar US	0.7550	0.8350
Livre Sterling	1.0065	1.1385
Dollar Canadien	0.5350	0.6150
100 Yens	0.4885	0.5865
100 Cour. suéd.	7.8200	9.0800
100 Cour. norvég.	7.1900	8.8100
100 Cour. dan.	11.7300	13.2700

Sponsorisé par:

GONET
BANQUIERS 1845

Source: FINANZ und WIRTSCHAFT